



UNION EUROPÉENNE



**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010067
Bénéficiaire :	75179671500033 SARL FRANCQUEVILLE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	75179671500033
Raison sociale :	SARL FRANCQUEVILLE
Adresse :	Z.I DE LA PLAINE DU CAIRE 4 13830 ROQUEFORT LA BEDOULE



RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Recherche, Innovation, PME / OT03 - Objectif thématique : Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, du secteur agricole (pour le FEADER) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP) / PI03a - Priorité d'investissement : Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises / AP01-OT03-PI03a-OS3a - Objectif spécifique : Renforcer la création d'entreprise, prioritairement dans les domaines d'activités stratégiques

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Dépolluteur
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Littoral PACA et lacs
Zone(s) :	
Type	Libellé
Région INSEE	Provence-Alpes-Côte d'Azur

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	15/12/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI3a : Renforcer la création d'entreprise, priori./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 8 décembre 2017	Décisionnel	Dématérialisé	08/12/2017	Accepté
Comité régional de programmation en consultation écrite du 25 juillet 2022	Décisionnel	Dématérialisé	25/07/2022	

Description de l'opération
<p>Le projet intervient dans un contexte de pollution maritime dont nous ne mesurons à peine l'ampleur que depuis quelques années. Les initiatives commencent à se développer pour répondre à cette problématique croissante de macro-déchets. Malheureusement, même si des solutions existent à ce jour, elles ne sont pas fonctionnelles et ne permettent pas de répondre au problème efficacement.</p> <p>C'est dans le cadre de notre activité première, mais aussi de nos activités personnelles liées à la mer, que nous avons décidé de trouver une solution adaptée à ce problème croissant.</p>



Nous avons donc cherché une solution technique pour endiguer une partie du phénomène des macros-déchets. En partant du constat que les déchets sont accumulés toujours dans les mêmes zones portuaires en raison des phénomènes de courants et du vent. Mais nous avons aussi effectué des recherches de marché et rencontré les acteurs concernés (ports) pour comprendre pourquoi les solutions existantes ne permettaient pas de résoudre ce problème.

Nous avons rencontré :

- Mme Véronique Turrel, Déléguée Générale UPACA Ingénieur en environnement et Responsable du développement des Ports Propres.
- Mrs Moine et Bartholomei représentants de la CCI du Var qui gère les ports de Toulon, La Seyne sur Mer et St Mandrier.
- Le Maître du Port de St Jean Cap Ferrat M. Jean-René de Marchi.

C'est la raison pour laquelle nous avons choisi un système de dépollution qui ne nécessite pas de main d'œuvre supplémentaire, ni de consommation de carburant comme les bateaux pélicans par exemple.

Notre système est autonome et travail en continue. Il n'utilise que l'énergie éolienne et ou de panneaux solaires. Il ne nécessite pas de travail manuel ni d'embauche supplémentaire pour les ports. Il est adaptable à l'ergonomie de chaque port et peut-être fabriqué sur-mesure selon les contraintes et l'ampleur des besoins de chaque port.

Notre projet intervient dans un contexte de développement du label Ports Propres, dans un contexte de prise en compte majeure du problème de pollution maritime et de ses conséquences pour la biodiversité, la faune et la flore et pour l'être humain.

Objectifs recherchés :

Notre objectif est de développer ce système autonome et propre afin de pouvoir récupérer un maximum de déchets marins. Notre objectif est de proposer une solution à un problème extrêmement pénalisant pour les gestionnaires de port qui ne réussissent pas à endiguer ce phénomène. Nous souhaitons industrialiser ce produit afin de le vendre dans le monde entier le plus rapidement possible et ainsi de créer des emplois, de développer notre valeur-ajoutée et de diversifier notre activité traditionnelle.

Résultats escomptés (cible visée)

Le marché actuel est constitué de 370 ports et marinas en France, sans compter les lacs, étangs, rivières qui subissent exactement les mêmes types de pollutions. En Europe on dénombre 3500 ports littoraux.

A ce jour, il n'existe aucune technologie dominant le marché car la problématique est trop vaste et les produits concurrents pas assez aboutis, encombrants ou avec des coûts de fonctionnement trop élevés.

Le Dpol va pouvoir intéresser rapidement les gestionnaires de ports français grâce à sa simplicité de fonctionnement, son faible coût et surtout son intégration sur des infrastructures existantes. Le Dpol est simplement une poubelle de plus à intégrer dans le circuit de récolte des déchets. Les besoins humains sont nuls à l'utilisation contrairement par exemple aux systèmes de bateaux pélicans qui nécessitent 2 techniciens minimum, et ne consomme pas de carburant. Le Dpol est à ce jour le produit le plus adapté à cette problématique. Nous insisterons sur la modularité d'encombrement, nous allons pouvoir créer plusieurs formes pour que le Dpol puisse se mettre dans un coin du port en forme de triangle, de rond, sous un ponton, etc... sans travaux sur les quais. Le module est entièrement fabriqué en usine et s'intégrera parfaitement en matière d'esthétique d'urbanisme.

Afin que chaque port, petit ou grand, selon la quantité de déchets à récupérer, son ergonomie, mais aussi son budget puisse rapidement se débarrasser de ses déchets, nous proposerons dans le futur une gamme, décomposable en 3 familles avec différentes options et une possibilité de sur-mesure pour des projets particuliers. La demande de subvention auprès du Feder concerne le développement d'un prototype fonctionnel et commercialisable. Le développement de la gamme interviendra à posteriori puisque cela ne sera qu'une adaptation du premier prototype.

Le concept touche un marché potentiel international. Tous les pays du monde sont touchés par la pollution des eaux, qu'elle soit maritime ou dans les eaux intérieures. Tous ne sont pas encore prêts à réaliser les investissements nécessaires pour endiguer ce problème mais beaucoup d'entre eux commencent sérieusement à s'y intéresser. Le potentiel de marché dans les années à venir est énorme, et d'autant plus si nous réussissons à développer un produit propre en énergie, autonome, facile d'utilisation et peu coûteux.

Plan d'affaires

Nous envisageons deux types de prestations, la location ou la vente du Dpoll. La location a pour avantage de pouvoir répondre à une demande ponctuelle et à s'adapter aux budgets des collectivités. La vente peut être nécessaire pour les zones extrêmement touchées par la pollution ou dans le cas d'un besoin sur-mesure important nécessitant une étude approfondie de l'architecture portuaire ainsi que la production d'un Dpol sur-mesure. Mais tout



ceci reste à étudier précisément afin de répondre le mieux possible à la demande en France et à l'étranger. Dans le cadre de notre plan d'affaires, nous sommes partis sur une hypothèse modeste de location majoritaire. Le tarif de location est de 1€ par mois par place de port composant le port locataire. Le prévisionnel est basé sur la moyenne de 550 places par port en France (Etude Fédération Française des Ports de Plaisance).

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/04/2017	Fin : 30/09/2018
<p>Phase 1 Durée en mois Chef de projet 1 Ingenieur en architecture navale 1 1 Phase 1 1</p> <p>Phase 2 Durée en mois Chef de projet 1 Ingenieur en architecture navale 1 0,5 Ingenieur en architecture navale 2 0,5 Phase 2 1</p> <p>Phase 3 Durée en mois Chef de projet 2 Ingenieur en architecture navale 1 1,5 Ingenieur en architecture navale 2 1,5 Phase 3 2</p> <p>Phase 4 Durée en mois Chef de projet 2 Ingenieur en architecture navale 1 1 Chef d'atelier 2 Technicien 2</p> <p>Total de mois homme 16 Durée totale du projet en mois 6</p> <p>Le phasage en temps passé demeure le même mais la période entre les phases allonge la date de fin prévisionnelle de la période d'exécution. En effet, l'entreprise a retardé le développement de son projet en attendant le démarrage de l'instruction.</p>		

DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense

Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Autres dépenses (à spécifier)	Direct	Investissement	0,00 €
Matières Premières			
Dépenses de personnel	Direct	Investissement	0,00 €
Main d'oeuvre R&D			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	0,00 €



**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



Licence, outillage et consommables			
Recettes nettes générées par l'opération	Direct	Investissement	0,00 €
Recettes nettes générées par l'opération			
Total :			0,00 €

Ressources

Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui



<i>Détails des ressources</i>								
<i>Financier</i>	<i>Partenaire</i>	<i>Imputation</i>	<i>Régime d'aide</i>	<i>Taux(%)</i>	<i>Montant (€ HT)</i>	<i>Montant réalisé</i>	<i>Montant retenu</i>	<i>Taux d'avancement</i>
UNION EUROPEEN NE	Fonds européen de développement régional		SA.40453 / Régime cadre d'aide en faveur des PME (Exp: 31.12.2020)		0,00			
Total co-financier					0,00		0,00	
Bénéficiaire				100,00	0,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	0,00		0,00	



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Déprogrammation :

Le 8 décembre 2017 le Comité Régional de Programmation avait octroyé à la SARL Francqueville une subvention FEDER d'un montant de 50.000 € pour l'opération intitulée : « Dépolluteur », portant le numéro PA0010067. Conformément à l'article 5 de la convention attributive de subvention FEDER, une avance correspondant à 30% du montant FEDER soit 15 000 € avait été versée après sa notification.

L'article 2 de la convention attributive FEDER précise que toute modification du calendrier prévisionnel d'exécution physique de l'opération doit être demandée par le bénéficiaire par écrit et de façon argumentée avant sa date de fin. En l'occurrence, le calendrier prévisionnel d'exécution physique de l'opération, indiqué dans l'annexe 3 de la convention attributive de subvention FEDER, était le suivant : du 01/04/2017 au 30/09/2018.

Or, si, à l'occasion d'un échange avec le service FEDER début 2022, le porteur explique avoir transmis une demande d'avenant à la Direction des Affaires Européennes, le service n'a pas réceptionné la preuve de cette demande écrite et argumentée de modification de ce calendrier avant le 30/09/2018, malgré des recherches en interne et un délai de transmission de la dite preuve qui a été octroyé à la société Francqueville.

Dès lors, l'Autorité de Gestion n'a pu donner une suite favorable à la demande d'avenant du porteur.

L'opération n'ayant pas été réalisée conformément aux dispositions de la convention, notamment en termes de calendrier et de délais pour informer le service FEDER de ces modifications (article 2 et 9 conventionnés), le service est contraint de procéder au déclenchement d'une procédure de recouvrement de l'avance déjà perçue d'un montant de 15.000,000€.

Pour information complémentaire, un courrier A/R dont l'objet est "Information préalable avant déprogrammation de l'opération FEDER n°PA0010067 et émission d'un titre de recettes", signé par Mr Sébastien Viano, DGA Europe et Coopération Méditerranéenne, a été envoyé le 22.06.2022 au porteur.